

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MARDI 03 MAI 2011

DINSDAG 03 MEI 2011

Matin

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 11 h 06 par M. Yvan Mayeur, président.

01 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la charte de Bruges" (n° 4225)

01.01 Nadia Sminate (N-VA): Le 18 décembre 2010, douze pays européens ont signé une charte de lutte contre la fraude sociale à Bruges. Les conclusions n'ont pas encore été mises en œuvre.

À quelles conclusions du projet ICENUW la ministre donnera-t-elle suite dans notre pays? Selon quel calendrier?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Le Réseau européen contre le travail non déclaré a été mis en place dans le cadre du programme européen Progress, qui offre un soutien financier aux projets innovants à dimension européenne. Le projet vise à mettre sur pied une collaboration entre les services d'inspection européens chargés de contrôler le travail non déclaré. On a opté pour une approche multidisciplinaire. Le projet propose des instruments tels que des versions de démonstration des applications ou des projets pilotes. Toutes ces initiatives devraient résulter en de nouveaux projets, de préférence dans le cadre des institutions européennes.

La charte de Bruges doit être considérée comme une demande explicite de douze États membres de transformer les objectifs du projet en mesures concrètes. Il appartient à présent au SPF Sécurité sociale d'explorer les possibilités en la matière.

01.03 Nadia Sminate (N-VA): J'attends les résultats avec intérêt.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le refus des indemnités à la suite d'une faute provoquée délibérément par le titulaire" (n° 4226)

02.01 Nadia Sminate (N-VA): Un assuré en incapacité de travail à la suite d'une faute provoquée délibérément peut perdre son droit aux allocations.

Cette disposition est-elle réellement appliquée? Les allocations sont-elles effectivement refusées en cas d'infraction? Les mutualités ont-elles reçu des instructions en vue de mettre en œuvre cette disposition réglementaire? Savent-elles en quoi consiste une faute délibérée?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): L'assurance indemnités des travailleurs salariés et indépendants dispose qu'une personne perd son droit à l'allocation si l'incapacité de travail est la conséquence d'une faute provoquée délibérément. La *ratio legis* est que cette exclusion ne peut être appliquée que dans des cas exceptionnels et que l'interprétation de cette disposition doit être stricte.

Selon la Cour de cassation, la législateur n'a pas estimé que le dommage devait avoir été commis délibérément dans le but de percevoir des allocations. Les allocations doivent cependant être refusées

lorsque la faute à l'origine de l'incapacité de travail a été commise délibérément par le titulaire même si les conséquences sont indépendantes de sa volonté. Les allocations sont dès lors toujours refusées si la personne s'est blessée en commettant délibérément une infraction. La volonté ou non d'être en incapacité de travail ne constitue pas un facteur pertinent en l'espèce.

Les mutuelles ne disposent pas de directives spécifiques concernant la mise en œuvre des dispositions légales.

02.03 Nadia Sminate (N-VA): Le département de la Justice ne communique-t-il donc pas à ce sujet avec les mutuelles? Comment celles-ci peuvent-elles sinon être informées? La ministre dispose-t-elle de chiffres sur l'incidence de tels cas?

02.04 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais): Je n'ai pas connaissance d'une communication entre le département de la Justice et les mutuelles, bien que celle-ci serait opportune. Je puis demander les chiffres à mon administration.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'intervention dans les taux croissants de cotisation des hôpitaux publics à l'ONSSAPL par le biais du budget des moyens financiers" (n° 4287)

03.01 Maggie De Block (Open Vld): Le financement des pensions des agents des pouvoirs subordonnés est sérieusement menacé. Chaque année, les taux de cotisation augmentent, tandis que les réserves s'épuisent. En 2011, le taux de cotisation pour le pool 1 est passé à 38,5 % et celui du pool 2 à 40 %.

Les 27 prochaines années, il faudra dégager 2,7 milliards d'euros pour les anciens employés des hôpitaux publics flamands et bruxellois.

Pour 2011, il semblerait qu'une hausse de 7 millions d'euros des moyens financiers ait été prévue, à condition que les hôpitaux engagent plus de statutaires, alors qu'on observe précisément une tendance inverse.

À terme, la situation des hôpitaux publics va devenir intenable et se détériorer gravement.

Quels moyens la ministre prévoit-elle précisément pour couvrir les coûts croissants des hôpitaux publics et fusionnés dans l'attente de l'installation d'un gouvernement de plein exercice? Que pense-t-elle de l'idée d'engager une négociation pour les prochaines années? Quel est le coût réel pour les hôpitaux publics? J'ai déjà posé la même question au ministre Daerden, mais je n'obtiens pas de réponse.

ICURO a évalué le coût pour la Flandre. À combien se monte-t-il à Bruxelles et en Wallonie?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais): Une fiche budgétaire, hors accord social, a été introduite pour 2011 pour pouvoir financer les majorations de cotisations patronales pour les pensions du personnel statutaire dans les hôpitaux privés et publics afin d'obtenir un budget complémentaire par le biais de la sous partie B4 du budget des moyens financiers des hôpitaux. Cette demande de budget n'a toutefois pas été retenue lors du conclave budgétaire d'octobre 2010.

L'accord social 2011 met cependant environ 16 millions d'euros à la disposition du secteur public, dont près de 7,5 millions d'euros sont réservés aux mesures de "statutarisation", qui seront alloués à l'ONSSAPL par l'intermédiaire du Fonds Maribel Social.

Une demande d'augmentation de budget a une fois de plus été introduite pour 2012.

Les négociations relatives à l'accord social 2011 ont mis en avant, en ce qui concerne le secteur public, les mesures en faveur de l'emploi et le maintien du personnel statutaire dans les hôpitaux publics.

La répartition des cotisations de pension pour 2010 est la suivante: 88 140 132 euros pour la Flandre,

38 874 664 euros pour la Wallonie et 17 335 578 euros pour Bruxelles. Pour les chiffres relatifs à 2011, je vous renvoie au ministre Daerden.

03.03 Maggie De Block (Open Vld): Je crains que ces moyens ne soient insuffisants. Le maintien du nombre de membres du personnel statutaires hypothèque l'avenir des hôpitaux publics.

Or les hôpitaux publics doivent subsister, ils ont un rôle à jouer. Le personnel est motivé. La ministre devrait en faire l'expérience sur le terrain.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le travail illégal de nettoyage dans la restauration rapide" (n° 4345)

04.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Le 28 avril 2011, divers médias ont relayé des contrôles des services d'inspection dans 15 Quick et McDonald's. Quel est le bilan précis de cette opération?

Dans quelle mesure tient-on compte de la responsabilité du donneur d'ordres?

Quels contrôles avaient-ils été effectués dans le passé? Avec quel suivi?

Quels sont les objectifs du plan d'action 2011 du Service d'information et de recherche sociale (SIRS)? Quels moyens humains et financiers supplémentaires sont-ils dégagés afin de s'attaquer à la fraude sociale organisée?

L'inspection sociale aurait rapporté 78 millions en 2010. Une partie de ces moyens a-t-elle été affectée aux services d'inspection?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Suite aux nombreuses infractions relevées il y a plus de cinq ans par l'inspection sociale du SPF Sécurité sociale auprès d'une société de nettoyage opérant dans des chaînes de *fast food* dont les sièges d'exploitation étaient situés au Nord du pays, l'auditorat de Bruxelles a demandé que de nouveaux contrôles soient effectués, cette fois-ci dans l'arrondissement de Bruxelles. L'inspection sociale du SPF Sécurité sociale, l'inspection régionale de l'emploi de Bruxelles-Capitale ainsi que l'Office des Étrangers et la police locale et fédérale ont participé au contrôle du 28 avril 2011.

Dans les 15 *fast foods* contrôlés, 36 travailleurs ont été identifiés; 12 n'avaient pas fait l'objet d'une Dimona, 6 étaient occupés sans permis de travail et un travailleur a été considéré comme étant victime de traite d'êtres humains.

La responsabilité civile et pénale des sociétés de *fast food* franchisées ainsi que de la maison-mère fait actuellement l'objet d'une enquête. Le plan stratégique du SIRS, validé par le Conseil des ministres le 29 avril, prévoit des actions pour renforcer la lutte contre le travail non déclaré, la fraude transfrontalière et la fraude sociale organisée. Ce plan veut aussi organiser un meilleur suivi des informations communiquées par la cellule de traitement des informations financières et renforcer la collaboration internationale entre services d'inspection.

Le plan stratégique du SIRS est exécuté en fonction des moyens disponibles au sein des différents services d'inspection. Aucun moyen humain ou financier supplémentaire n'est prévu actuellement.

Les régularisations effectuées par les services d'inspection entrent dans la gestion globale de la sécurité sociale.

Le financement des services d'inspection n'est pas assuré par tout ou partie des 78 millions d'euros évoqués.

04.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Les suivis à long terme sont intéressants.

Les collaborations et partenariats nécessitent des moyens supplémentaires.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 30.

De behandeling van de vragen vangt aan om 11.06 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het charter van Brugge" (nr. 4225)

01.01 Nadia Sminate (N-VA): Op 18 december 2010 werd in Brugge door twaalf Europese landen een charter ondertekend om sociale fraude tegen te gaan. De conclusies zijn nog niet geïmplementeerd.

Welke conclusies van het ICENUW-project zal de minister in ons land implementeren? Wat is de timing?

01.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Het Europees Netwerk tegen Zwartwerk werd opgezet in het kader van het Europese programma Progress, dat financiële ondersteuning biedt aan innovatieve projecten met een Europese dimensie. Het project beoogt een samenwerking tussen de Europese inspectiediensten tegen zwartwerk. Men kiest voor een multidisciplinaire aanpak. Het project reikt instrumenten voor de samenwerking aan in de vorm van demoversies van applicaties of van proefprojecten. Dit alles moet resulteren in nieuwe initiatieven, het liefst binnen de Europese instellingen zelf.

Het charter van Brugge moet worden beschouwd als een uitdrukkelijke vraag vanuit twaalf lidstaten om de doelstellingen van het project in concrete maatregelen om te zetten. Het is nu dus aan de FOD Sociale Zekerheid om daar op in te spelen.

01.03 Nadia Sminate (N-VA): Ik kijk uit naar de resultaten.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de weigering van uitkeringen ten gevolge van een door de gerechtigde opzettelijk gepleegde fout" (nr. 4226)

02.01 Nadia Sminate (N-VA): Wanneer een verzekerde arbeidsongeschikt wordt door opzettelijk een fout te maken, kan die persoon zijn recht op uitkeringen verliezen.

Gebeurt dat in de praktijk? Wordt de uitkering effectief geweigerd bij het plegen van een misdrijf? Kregen de ziekenfondsen instructies om deze reglementaire bepaling uit te voeren? Weten zij wat een opzettelijk gepleegde fout betekent?

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De uitkeringsverzekering voor loontrekkenden en zelfstandigen bepaalt dat een persoon zijn recht op uitkering verliest als zijn arbeidsongeschiktheid het gevolg is van een opzettelijk gepleegde fout. De ratio legis is dat deze uitsluiting slechts in uitzonderlijke gevallen kan worden toegepast en dat deze strikt moet worden geïnterpreteerd.

Volgens het Hof van Cassatie heeft de wetgever niet bedoeld dat de schade opzettelijk moet zijn veroorzaakt met de intentie om uitkeringen te ontvangen. De uitkeringen moeten wel worden geweigerd wanneer de fout waardoor de arbeidsongeschiktheid is veroorzaakt, door de gerechtigde opzettelijk is gepleegd ook al heeft hij de gevolgen ervan niet gewild. De uitkeringen worden dus altijd geweigerd als de persoon het misdrijf opzettelijk pleegde en daarbij gewond raakte. Of hij de arbeidsongeschiktheid heeft gewild of niet, is geen factor.

De ziekenfondsen beschikken niet over bijzondere richtlijnen om de wettelijke bepalingen in kwestie toe te passen.

02.03 Nadia Sminate (N-VA): Communiceert Justitie daarover dan niet met de ziekenfondsen? Hoe kunnen die dat anders weten? Heeft de minister cijfers over zulke gevallen?

02.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Ik heb geen weet van communicatie tussen Justitie en de ziekenfondsen, al zou dat beter wel gebeuren. Ik kan mijn administratie om cijfers vragen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw **Maggie De Block** aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de tussenkomst in de stijgende bijdragevoeten van publieke ziekenhuizen aan de RSZPPO via het budget financiële middelen" (nr. 4287)

03.01 **Maggie De Block** (Open Vld): De betaalbaarheid van de ambtenarenpensioenen van ondergeschikte besturen staat zwaar onder druk. De bijdragepercentages moeten elk jaar worden verhoogd en er wordt geteerd op de reserves. Voor 2011 werd het bijdragepercentage voor pool 1 en 2 tot 38,5 procent en 40 procent verhoogd.

De komende 27 jaar zal er 2,7 miljard euro nodig zijn voor de voormalige medewerkers van Vlaamse en Brusselse openbare ziekenhuizen.

Voor 2011 zouden de financiële middelen worden verhoogd met 7 miljoen euro op voorwaarde dat de ziekenhuizen meer statutairen benoemen, terwijl de trend juist omgekeerd is.

Op termijn wordt de situatie voor de openbare ziekenhuizen onhoudbaar. Zij zullen volledig achterop geraken.

In hoeveel middelen voorziet de minister precies voor openbare ziekenhuizen of fusieziekenhuizen als dekking voor de stijgende kosten in afwachting van een regering met volle bevoegdheid? Wat is haar houding met betrekking tot een onderhandeling voor de volgende jaren? Wat is voor de openbare ziekenhuizen de werkelijke kostprijs? Ik heb dit ook al aan minister Daerden gevraagd, maar ik krijg geen antwoord.

ICURO berekende de kosten voor Vlaanderen. Hoe hoog zijn ze in Brussel en Wallonië?

03.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Opdat de verhoogde werkgeversbijdragevoeten voor pensioenen voor statutair personeel in de openbare en private ziekenhuizen zouden kunnen worden gefinancierd, is, buiten het sociaal akkoord, een budgettaire fiche voor 2011 ingediend om een bijkomend budget te verkrijgen via het onderdeel B4 van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen. Die budgetaanvraag werd echter tijdens het budgetconclaaf van oktober 2010 niet toegestaan.

Binnen het sociaal akkoord 2011 wordt echter wel ongeveer 16 miljoen euro ter beschikking gehouden voor de openbare sector, waarvan ongeveer 7,5 miljoen euro voor de statutarisering, die via het Sociale Maribelfonds RSZPPO zullen worden toegekend.

Voor 2012 wordt opnieuw een aanvraag tot budgetverhoging opgesteld.

Bij de onderhandelingen over het sociaal akkoord 2011 ligt het accent voor de openbare sector op de tewerkstellingsmaatregelen en op het handhaven van het aantal statutaire personeelsleden in de openbare ziekenhuizen.

De verdeling van de pensioenbijdragen voor 2010 is 88.140.132 euro voor Vlaanderen, 38.874.664 euro voor Wallonië en 17.335.578 euro voor Brussel. Voor 2011 moet men de cijfers vragen aan minister Daerden.

03.03 **Maggie De Block** (Open Vld): Ik vrees dat dit te weinig is. Het behoud van het aantal statutaire personeelsleden hypothekeert de toekomstmogelijkheden van de openbare ziekenhuizen.

Openbare ziekenhuizen moeten blijven bestaan, zij spelen een rol. Het personeel is gemotiveerd. De minister moet daar meer voeling mee krijgen op het terrein.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "illegale tewerkstelling van schoonmaakpersoneel in de fastfoodsector" (nr. 4345)

04.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Op 28 april 2011 berichtten diverse media over een grootschalige controleactie van de inspectiediensten in vijftien vestigingen van Quick en McDonald's. Wat is het precieze resultaat van die operatie?

In hoeverre wordt er rekening gehouden met de aansprakelijkheid van de franchisenemer?

Welke controles werden er in het verleden reeds uitgevoerd? Welk gevolg werd daaraan gegeven?

Welke doelstellingen bevat het actieplan 2011 van de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst (SIOD)? Welke bijkomende personele en financiële middelen worden er ingezet om de georganiseerde sociale fraude aan te pakken?

In 2010 zouden de sociale inspecties naar verluidt 78 miljoen euro hebben opgeleverd. Werd een gedeelte van die middelen aangewend om de inspectiediensten te versterken?

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Naar aanleiding van de talrijke inbreuken die meer dan vijf jaar geleden door de sociale inspectie van de FOD Sociale Zekerheid werden vastgesteld bij een schoonmaakbedrijf dat werkte voor fastfoodketens waarvan de bedrijfszetel in Vlaanderen was gevestigd, werden er op vraag van het auditoraat te Brussel nieuwe controles uitgevoerd, ditmaal in het arrondissement Brussel. De sociale inspectie van de FOD Sociale Zekerheid, de Gewestelijke Werkgelegenheidsinspectie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Dienst Vreemdelingenzaken en de lokale en federale politie hebben op 28 april 2011 aan die controle deelgenomen.

In de 15 gecontroleerde fastfoodzaken werden er 36 werknemers geïdentificeerd; voor 12 onder hen was geen Dimona-aangifte ingediend; zes werkten zonder arbeidsvergunning en in een geval was er een vermoeden van mensenhandel.

De burgerlijke en strafrechtelijke aansprakelijkheid van gefranchiseerde fastfoodzaken en het moederbedrijf wordt momenteel onderzocht. Het strategisch plan van de SIOD, dat op 29 april door de ministerraad werd goedgekeurd, omvat acties om de strijd tegen zwartwerk, grensoverschrijdende fraude en georganiseerde sociale fraude te versterken. Het plan voorziet ook in de organisatie van een betere opvolging van de informatie die wordt verstrekt door de cel voor financiële informatieverwerking, en in de versterking van de internationale samenwerking tussen de inspectiediensten.

Het beleidsplan van de SIOD wordt uitgevoerd in functie van de beschikbare middelen bij de onderscheiden inspectiediensten. Er zijn momenteel geen plannen om bijkomend personeel in te zetten of extra financiële middelen toe te kennen.

De regularisaties die de inspectiediensten hebben uitgevoerd, vallen onder het globale beheer van de sociale zekerheid.

Het vermelde bedrag van 78 miljoen euro wordt geheel noch gedeeltelijk aangewend voor de financiering van de inspectiediensten.

04.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Het is interessant om de follow-up op lange termijn te zien.

Er zijn bijkomende middelen nodig voor de samenwerkingsverbanden en partnerships.

Het incident is gesloten.

De vergadering wordt gesloten om 11.30 uur.